

# «La finance ne sert pas la société»

En conférence hier à Luxembourg, Thierry Philippinat, ancien banquier passé du côté des ONG, déplore que la finance ne soit pas au service de l'intérêt général.

Invité par Etika et Attac Luxembourg, qui militent pour une finance plus responsable, le Français Thierry Philippinat a souligné la capture de nos élites politiques et administratives par le monde de la finance. *La capture*, c'est le titre du livre qu'il a publié en mars avec Christian Chavagneux.

De notre journaliste  
Sylvain Amiotte

Il accepte le terme de «repenti» à son sujet. Après vingt ans dans la banque, Thierry Philippinat a bifurqué vers les ONG. Amnesty International puis Finance Watch, qu'il a fondée fin 2010 comme un contre-poids aux lobbies financiers auprès des députés européens. Aujourd'hui membre du collège de l'Autorité des marchés financiers en France (AMF), il croit en la possibilité de réformer le système mais tire la sonnette d'alarme.

Son constat est sans concession : la finance n'est pas – en tout cas pas suffisamment – au service de l'intérêt général. D'abord «parce qu'une proportion beaucoup trop faible de son activité consiste à financer l'économie réelle et donc la société». Sur la totalité des actifs bancaires de l'Union européenne, soit 45 000 milliards d'euros (trois fois le PIB de l'UE), «seuls 28 % servent à prêter de l'argent aux entreprises non financières et aux particuliers», pointe-t-il. Les trois quarts restants étant dédiés à des activités de marché et spéculatives, ou bien à des prêts entre financiers, «ce qui n'est pas le but». «On pourrait donc diviser par quatre le volume bancaire européen sans affecter l'économie réelle», assène Thierry Philippinat. Autre chiffre évocateur : seuls 7 % des produits dérivés, ces promesses d'échange et d'achat qui atteignent un volume de 700 000 milliards de dollars (douze fois le PIB de la planète), ont un lien avec l'économie réelle.

## Profits privatisés, pertes socialisées

Si la finance sert d'abord les intérêts privés, c'est ensuite «parce que ses profits sont privatisés et ses pertes sont socialisées», argue le conférencier, qui rappelle que la crise financière de 2008 a ainsi coûté 450 milliards d'euros aux contribuables européens. Au-delà des problèmes de éthique et des déficits publics qu'il engendre, ce soutien public crée «des distortions considérables» : «Comme elles ne



Thierry Philippinat est l'auteur du livre *La capture*, salué par la critique lors de sa publication en mars.

## «LuxLeaks, c'est tabou»

L'association Etika, organisatrice de la conférence, souhaite sensibiliser le public à la prise du pouvoir par une finance de plus en plus déconnectée du réel. Au sujet de l'affaire LuxLeaks, Ekkehart Schmidt, responsable des relations publiques de Etika, commente : «Certes, il n'y a pas que le Luxembourg mais il ne faut pas se cacher derrière cette excuse. Certes, c'est légal, mais ce n'est pas légitime de s'enrichir au détriment des autres pays. Aujourd'hui au Luxembourg, le sujet

peuvent pas perdre, les banques sont incitées à jouer et donc à toujours faire grossir le système puisqu'elles gagnent une fois sur deux. *Too big to fail!*», analyse Thierry Philippinat, qui plaide pour un système financier plus petit et connecté à la société, sans qu'il ne puisse jamais entraîner celle-ci dans sa chute.

Pourquoi en est-on arrivé là? «Parce que le système politique et administratif a été capturé par le

est tabou car on profite de ce système. C'est la même chose pour les revenus du tabac et de l'essence. On croit que c'est légitime de faire ça parce qu'on est un petit pays et qu'on a dû faire face à la crise de la sidérurgie. Mais ce n'est pas une excuse légitime. On peut garder notre place financière, mais elle doit être responsable. La microfinance et les fonds d'investissement ne posent pas de problème. Il faut un contrat de société civile : comment est-ce qu'on veut gagner notre argent? On pourrait diversifier notre économie. Je crois que le gouvernement a compris, mais il ne changera rien si l'Union européenne ne le force pas à le faire.»

monde de la finance. Il y a une confusion entre intérêt général et intérêt privé. Contrairement à la vulgate actuelle prétendument tirée de la théorie de la main invisible d'Adam Smith, l'intérêt général n'est pas la somme des intérêts privés», poursuit l'ancien banquier.

Il relève que les élites dirigeantes ont «une très grande proximité» avec l'industrie financière dans les six pays de l'UE où ce secteur est particulièrement fort (Luxembourg,

France, Allemagne, Irlande, Angleterre, Pays-Bas). Une proximité qui prend plusieurs formes selon les pays : sociologique comme en France, intellectuelle comme au Royaume-Uni ou plus politique comme en Allemagne. D'où une tendance à l'immobilisme : «Sur chaque réforme, il y aura systématiquement un pays qui aura identifié son intérêt comme étant celui bien compris d'un de ses champions nationaux.»

Ajouté à cela, un lobbying considérable à Bruxelles («700 à 1 000 lobbyists dans la finance privée, pour une centaine de décideurs») qui complique encore la mise en œuvre des réformes nécessaires, selon Thierry Philippinat, qui croit à «l'invention» d'un système où convergeraient l'intérêt général et les intérêts privés. «Petit à petit, les choses bougent, même si beaucoup reste à faire. La société doit maintenir une pression générale.»

Et d'interroger un certain cercle vicieux : «Pourquoi les universités, qui sont largement financées par des deniers publics, devraient-elles former des gens à devenir des spécialistes de l'évasion fiscale, comme c'est le cas aujourd'hui dans les masters de fiscalité?»

## Optimisation fiscale : Moscovici promet d'agir en 2015

Le commissaire européen chargé de la fiscalité, Pierre Moscovici, a répondu cette semaine à une lettre commune de l'Allemagne, la France et l'Italie qui réclamaient une directive européenne contre l'optimisation fiscale.

Les ministres allemand Wolfgang Schäuble, français Michel Sapin et italien Pier Carlo Padoan, dans un courrier daté du 28 novembre, exhortaient notamment Pierre Moscovici à faire en sorte que la directive promise par la Commission pour lutter contre le rescrit fiscal, ou tax ruling, soit prête d'ici la fin de l'année.

La demande de célérité exprimée au niveau politique et par le grand public.

Mais l'horizon reste 2015 car, explique-t-il, «il est important de s'assurer que toute proposition législative ait des bases solides et puisse fonctionner efficacement». «J'ai l'intention de proposer au collège (des commissaires) que dès 2015, nous présentions une feuille de route identifiant les moyens d'améliorer nos outils et éventuellement d'en présenter de nouveaux pour mieux lutter contre la concurrence fiscale nuisible, l'érosion des bases fiscales et le transfert des

## Londres lance la taxe «Google»

Londres va lancer une taxe de 25 % sur les multinationales.

Le gouvernement britannique a annoncé hier une nouvelle taxe de 25 % sur les multinationales qui cherchent actuellement à échapper à l'impôt avec des montages fiscaux complexes.

«Aujourd'hui, j'introduis une taxe de 25 % sur les bénéfices générés par les multinationales sur leur activité réalisée ici au Royaume-Uni et qu'elles font sortir artificiellement du pays», a an-

# 0,1

## LE CHIFFRE

Les prix à la consommation relevés par le Statoc au Luxembourg ont baissé au mois de novembre en raison de la diminution des prix des produits pétroliers. L'indice cède ainsi 0,23 % en un mois. Les prix pétroliers sont nettement en-deçà de leur niveau de l'année passée et les prix hors produits pétroliers sont quasiment à l'arrêt. En conséquence, le taux d'inflation en glissement annuel est orienté à la baisse pour atteindre 0,1 % au mois de novembre. Pour le deuxième mois consécutif les prix des produits pétroliers chutent de 2,6 % par rapport au mois précédent. En novembre, un plein d'essence vaut 4,8 % moins cher qu'en octobre et pour le diesel le passage à la pompe coûte 2 % moins cher. En outre, pour les ménages qui ont rempli leur cuve à mazout, la facture s'est allégée de près de 3,9 % par rapport au mois précédent. En comparaison annuelle le niveau des prix des produits pétroliers est inférieur de 6,1 % à celui de novembre de l'année passée. Ceci explique aussi en partie la faiblesse du taux annuel d'inflation général.

De manière générale, les prix des biens et services hors produits pétroliers stagnent (-0,04%), ce qui cache toutefois dans le détail certains mouvements opposés de prix.

Les mouvements ayant le plus d'impact sur l'indice général concernent le transport par air dont les prix reculent de 12,9 % et les services de télécommunication où les prix baissent de 1%. Les prix des fruits frais, des articles d'hygiène corporelle et des pneus ralentissent aussi par rapport au mois précédent. À l'opposé, les prix progressent sensiblement pour les légumes frais, la viande de porc et de volaille, la bière, les voyages à forfait par avion, les vins rouges et les repas au restaurant. Malgré le redressement des prix de certains produits alimentaires, ces derniers sont inférieurs à leur niveau de novembre 2013 (-0,3%). Pour le taux annuel d'inflation sous-jacente, la tendance est toujours orientée à la baisse et ce taux passe de 0,8 % à 0,6%. Au début de l'année 2014 le taux d'inflation sous-jacente atteignait encore 2,1%.

## AU LUXEMBOURG

### ■ CONCOURS

La jeune start-up luxembourgeoise TheMarketsTrust, spécialiste des solutions de gestion du risque financier, est parmi les trois finalistes du prix Mercurie HEC dans la catégorie «Projet de l'année».

Le prix, organisé chaque année par l'association des anciens d'une prestigieuse école de commerce française, récompense les entreprises les plus prometteuses créées ou reprises par des diplômés de l'école. TheMarketsTrust, hébergée au sein de l'incubateur BGL-BNP-Paribas «Lux future lab», développe des solutions de contrôle du risque financier pour les banques et les institutions